

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 27/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOC EXPLOIT ET DE TRPTS PERNOT**

2 Chemin de Malaval  
39300 Crotenay

Références : FF/CS/2026/C\_005  
Code AIOT : 0005903227

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement SOC EXPLOIT ET DE TRPTS PERNOT implanté Grange Viron 39700 Audelange. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été effectuée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC).

Elle vise à vérifier certaines dispositions réglementaires, notamment dans le cadre du suivi des installations (autosurveillance).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC EXPLOIT ET DE TRPTS PERNOT
- Grange Viron 39700 Audelange
- Code AIOT : 0005903227
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière initialement autorisée par l'arrêté préfectoral n°156 du 7 février 2007, pour une durée de 20 ans, a été modifiée par arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-29-DREAL du 24 juin 2020 pour accueillir et éliminer des déchets inertes pour le réaménagement de la carrière, modifier le phasage d'exploitation et les conditions de remise en état.

L'activité d'extraction de matériaux se terminera le 7 février 2026.

Compte tenu de la sous-exploitation de la carrière et des réserves existantes sur le site, un dossier de demande de prolongation va être déposé par l'exploitant (dossier de type PAC "Porter à connaissance").

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Information préalable	Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 32.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Procédure de sécurité	Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 32.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Voirie publique	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveau de production	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 2.2	Sans objet
2	Retombées de poussières (4	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 2.11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	jauges "Owen")		
3	Objectif à atteindre (jauges de retombées)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
4	Bilan (retombées de poussières)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet
5	Valeurs limites (vitesses pondérées)	Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 32.1	Sans objet
6	Surveillance (vibrations)	Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 32.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que la carrière est globalement bien tenue.

L'autosurveillance est effectuée de façon réglementaire (vibrations, retombées de poussières).

Les non-conformités constatées sont les suivantes :

- absence d'information préalable des riverains les plus proches du site, avant la veille d'un tir de mine,
- absence de procédure formalisée pour les tirs de mine,
- absence de dispositif permettant d'assurer la propreté de la voirie publique en sortie de site,
- déchets de ferraille et de plastique à éliminer, absence de mise en place de bennes spécifiques pour chaque type de déchets.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau de production

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2020, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Niveau de production
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 280 000 tonnes de calcaires commercialisables et la quantité annuelle maximale autorisée est de 500 000 tonnes de calcaires commercialisables sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 7 ci-après (20 ans à partir de la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation, le 7 février 2007).
<b>Constats :</b>  Selon les déclarations annuelles de l'exploitant, les productions en calcaires commercialisables de

la carrière ne dépassent pas la quantité annuelle moyenne autorisée, de 280 000 tonnes, pour les 4 dernières années (production comprise entre 125 000 t et 158 000 t).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Retombées de poussières (4 jauges "Owen")**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2020, article 2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La carrière est soumise à la réglementation en termes de surveillance des retombées de poussières environnementales, conformément à l'article 19.5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> <p>La surveillance des retombées de poussières dans l'environnement s'organise au moyen de 4 jauges de types « Owen » réparties à l'extérieur des limites de la carrière (Annexe 3).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance des retombées de poussières dans l'environnement du site s'effectue au moyen de 4 jauges de types « Owen » réparties à l'extérieur des limites de la carrière conformément aux dispositions de l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 (1 station de type "a", 2 stations de type "b" et 1 station de type "c").</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Objectif à atteindre (jauges de retombées)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées.</p> <p>Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p>

<p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par 4 jauges de retombées (1 station type "a", 2 stations type "b" et 1 station type "c").</p> <p>L'objectif à atteindre de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance est respecté (maximum relevé de 229 mg/m<sup>2</sup>/jour mesuré pour le suivi des 4 dernières années).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Bilan (retombées de poussières)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées, conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (déclaration annuelle "GEREP").</p> <p>Ce bilan est transmis avant le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Valeurs limites (vitesses pondérées)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 32.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations</p>

**Prescription contrôlée :**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

**Constats :**

Examen pour les 2 tirs effectués en 2026 (9 janvier 2026 et 14 janvier 2026) : les tirs de mines génèrent des vibrations dans les constructions avoisinantes dont les vitesses particulières pondérées ne dépassent pas la valeur de 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Pour ces 2 tirs de mine, les valeurs maximales de vitesses particulières pondérées mesurées, au niveau de l'habitation la plus proche, sont :

- 0,23 mm/s (axe vertical)
- 0,35 mm/s (axe longitudinal)
- 0,32 mm/s (axe transversal)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Surveillance (vibrations)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 32.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vibrations

**Prescription contrôlée :**

Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié à chaque tir réalisé sur la carrière.

Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

Chaque tir de mine fait l'objet de mesures de vibrations (2 points de mesure : 1 point au niveau de l'habitation la plus proche et 1 point sur le site en limite de la voie ferrée).
Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Information préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 32.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les habitants les plus proches (grange Viron) ainsi que le propriétaire du haras seront prévenus par appel téléphonique la veille du tir.  Une information en Mairie sera également réalisée la veille du tir.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'une information en mairie est faite par le chef de la carrière, par voie de messagerie téléphonique.  L'exploitant indique que le haras à proximité de la carrière n'existe plus.  NON-CONFORME : les habitants les plus proches (grange Viron) ne sont pas prévenus par appel téléphonique la veille du tir.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant : - de confirmer qu'il n'y a plus de haras à proximité de la carrière, - de prévenir les habitants les plus proches (grange Viron) la veille du tir, ou bien, le cas échéant, de s'assurer que l'information est bien donnée par le maire de la commune, qui a été prévenu du tir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Procédure de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 32.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tirs de mine
<b>Prescription contrôlée :</b>



<p>Afin de réaliser des tirs de mines non susceptibles de provoquer des incidents, l'exploitant est tenu de mettre en place une procédure assurant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le suivi de la foration et le relevé des éventuelles anomalies ;</li> <li>- la transmission des renseignements au personnel chargé du chargement ;</li> <li>- la prise en compte de ces anomalies et les mesures prises pour y remédier ;</li> <li>- la traçabilité de la réalisation des actions précitées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>NON-CONFORME : L'exploitant n'a pas mis en place de procédure assurant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le suivi de la foration et le relevé des éventuelles anomalies ;</li> <li>- la transmission des renseignements au personnel chargé du chargement ;</li> <li>- la prise en compte de ces anomalies et les mesures prises pour y remédier ;</li> <li>- la traçabilité de la réalisation des actions précitées.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 9 : Voirie publique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Voirie publique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>NON-CONFORME : il est constaté la présence de boue et de salissures au niveau de la voirie publique d'accès à la carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place tout dispositif permettant de limiter le dépôt de salissures et de boues en sortie de sa carrière (imperméabilisation, mise en place d'un laveur de roues...).</p> <p>Les justificatifs doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 10 : Conditions de stockage des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 21</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.
<b>Constats :</b>  NON-CONFORME : il est constaté que les déchets ne sont pas collectés séparément et que les déchets de plastique et de ferraille sont stockés sur le sol.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- procéder à l'élimination des déchets de plastique et de ferraille au sein d'une installation dûment autorisée,</li> <li>- mettre en place des bennes spécifiques pour chaque catégorie de déchets.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois